



## Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

## **Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Crédits d'ingénierie délégués par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) - Participation au financement du poste de chef de projet Plan de Sauvegarde des Cévennes - Approbation**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, environ 6 000 copropriétés de logements sont recensées, dont une partie présente une dégradation du bâti ou des difficultés de gestion (impayés, problèmes de gouvernance...). Parmi celles-ci, la copropriété des Cévennes a été identifiée dès 2010 comme fragile et nécessitant une intervention publique. Une partie importante des logements (444 logements sur les 918 que compte la copropriété) a été rénovée thermiquement via un premier dispositif d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) couvrant la période 2010-2018.

En 2018, le Gouvernement a identifié la copropriété des Cévennes comme relevant du Plan Initiative Copropriété régional. Il a alors été mis en place un projet de renouvellement urbain, le programme de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) Cévennes, dont la convention a été signée en 2019 avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU). L'intervention publique porte donc à la fois sur l'aménagement du quartier, par la création de voiries et d'espaces publics pour ouvrir la copropriété sur la ville, ainsi que sur le redressement de la copropriété et la rénovation des bâtiments (avec notamment une scission de copropriété, un travail sur les impayés et la gestion, ainsi que la réhabilitation thermique des 474 logements qui n'ont pas encore bénéficié de ce type d'intervention).

Le dispositif opérationnel conjointement choisi par la Métropole et l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour intervenir sur cette copropriété est le plan de sauvegarde. La phase d'élaboration a débuté en 2019 et la phase opérationnelle prévue pour durer 5 années a démarré en 2023. Montpellier Méditerranée Métropole copilote avec la préfecture de l'Hérault le dispositif ; elle a confié le suivi-animation à la SA3M depuis 2019 et plus récemment a missionné le groupement AAMO-La Strada pour coordonner le Plan de sauvegarde.

Afin de faciliter la structuration de la gouvernance complexe au sein de la collectivité maître d'ouvrage, l'Anah propose pour ce type de dispositif de contribuer à hauteur de 50 % au financement du poste de chef de projet, et dans la limite d'un plafond de 80 000 €/an. Ses missions consistent à assurer le suivi des marchés de suivi-animation et de coordination ; d'engager les échanges avec les partenaires, notamment sur l'aspect financier du dispositif ; de contribuer à la stratégie de concertation et de communication avec les habitants ; et plus généralement d'assurer un travail quotidien sur les nombreuses thématiques : suivi du projet travaux, gestion urbaine de proximité, portage ciblé de lots d'habitation, aide à la gestion, mise en place d'actions de formation et de communication.

La durée de ce financement sera de 5 années, correspondant aux 4 années restantes de dispositif et à une année de vérification *a posteriori*, comme la réglementation Anah le prévoit.

Conformément à la convention de délégation de compétences 2022-2027 prise en application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil de Métropole dispose de la compétence pour décider par délibération d'octroyer une subvention de l'Anah pour financer le poste de chef de projet Plan de sauvegarde Cévennes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de délégataire de l'attribution des aides à la pierre, à octroyer une subvention à la Métropole (maitre d'ouvrage du Plan de sauvegarde Cévennes) pour le poste de chef de projet Plan de sauvegarde Cévennes ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-257533-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.